Cahier de doléances des maîtres en pharmacie de Bourges (Cher)

Cahier présenté par la communauté des maîtres en pharmacie de la ville de Bourges, très important pour la sûreté de tous les citoyens.

Art. 1^{er}. La communauté des maîtres en pharmacie, en demandant à jouir de tous ses privilèges, a non seulement en vue ses propres intérêts, mais plus encore ceux de la société ; il n'est que trop arrivé d'abus de distributions de remèdes par gens qui n'en ont qu'une très faible connaissance; il suffirait seulement d'en citer un qui aurait occasionné la mort d'un citoyen pour que tous eussent le plus grand intérêt à demander eux-mêmes l'exécution des arrêts et ordonnances rendus à ce sujet, mais quand on en citera des exemples fâcheux à l'infini, on reconnaîtra la nécessité indispensable du maintien le plus exclusif d'une exécution aussi importante. D'ailleurs, la balance dans tous les états doit être la même et chacun doit se borner à la chose dans laquelle il s'est élevé et destiné. Il serait désagréable pour la communauté des maîtres en pharmacie, pensant comme de bons citoyens et ne voulant nuire à aucun, d'en venir à des extrémités en référant de leurs statuts et règlements pour rechercher exactement ceux qui contreviennent en cette partie et leur enlèvent une portion de leur commerce, de leur existence, chose qu'ils ont enfin acquise à prix d'argent et d'études, de sorte que l'on pourrait dire que ce serait un vol indirect qui leur serait fait. Ils espèrent donc que les États généraux prononceront sur cet article, très important pour la sûreté de la vie de tous les peuples en général, et maintenir l'exécution inappréciable des règlements sur cette partie, que les poisons se vendent tous les jours au premier venu, sans faire aucune question, par ces sortes de marchands qui n'en ont ni le droit ni les connaissances.

2° Que pour le soulagement de tous les peuples les aides et gabelles soient supprimées, que le sel soit vendu sa valeur intrinsèque, asseoir sur les fonds des vignobles tous les droits qui se perçoivent sur la vente des vins et liqueurs. Sa Majesté trouverait par cette suppression une diminution considérable de percepteurs et d'employés, en conséquence, moins de frais et plus d'argent versé au trésor royal.

3° Que l'on ne saurait prendre de plus justes moyens pour rendre la répartition des impôts égale sur tous les biens-fonds, tant nobles qu'ecclésiastiques ; qu'ils sont les seuls qui puissent être légalement répartis et que par ce moyen les malheureux se trouveraient soulagés.

4° Que tout le monde désire en la province de Berry des États provinciaux semblables à ceux du Dauphiné et des autres provinces à qui Sa Majesté en a accordé.

5° Que le logement et le casernement des militaires soient pour tous les habitants sans aucune distinction et qu'ils n'aient que le choix, s'ils ne veulent les loger, de les loger dans les auberges ou dans les maisons à ce destinées, à leurs dépens.

6° Qu'aux États généraux à Versailles, les voix soient comptées par tête et non par ordre ; autrement l'égalité des suffrages que Sa Majesté a accordée au Tiers état deviendrait nulle.

7° Que pour la sûreté et tranquillité du commerce il n'y ait partout que même poids et même mesure et que les traites soient abolies d'une frontière à l'autre.

8° Que les contrôles qui se perçoivent sur tous les actes entre les citoyens soient simplifiés à un prix médiocre et connu et qu'ils ne soient pas arbitraires et qu'il y ait un tarif égal pour tous les citoyens.

9° Que les États généraux soient renouvelés tous les cinq ans ; qu'il s'établisse dans chaque province une commission intermédiaire ; qu'il ne soit pas créé d'impôts sans leur consentement.

10° Qu'il soit fait un nouveau code de procédure civile, que par ce moyen les frais des procureurs [soient] simplifiés et qu'ils ne se taxent pas eux, qu'ils le soient par le juge dans la sentence qu'il prononcera, et que les procédures se fassent sur papier et parchemin non marqué.

11° Qu'il soit fait aussi un nouveau code de loi criminelle.

12° Que dans tout le royaume il n'y ait aucuns privilèges qu'ils ne soient accordés par Sa Majesté.

Fait et arrêté par nous soussignés, à Bourges, ce quatre mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Aumerle, doyen, Méalin.

P. S. Que les communautés tant d'hommes que de femmes qui ont des pharmacies chez eux en vendent publiquement et refusent les pauvres à qui ces médicaments sont destinés.

Aumerle, Méalin.